

Notre époque, une réplique des années 30 ?

Tel un fantôme, elles sont revenues hanter le présent. Elles, ce sont les années 30, avec leur cortège effrayant : montée des extrêmes, boues émissaires, nationalisme, antiparlementarisme, scandales et corruption... Et on en passe. Pour autant, l'Histoire est-elle en train de repasser les plats ?

« Il y a bien sûr des éléments de comparaison avec les années 30, reconnaît Georges-Louis Bouchez (MR). Mais aussi des différences : le chômage de masse, l'inflation, la précarisation ne sont pas à des niveaux comparables. Le contexte international et les indicateurs économiques sont différents aussi. »

« Ce qui est frappant, c'est la crise de la démocratie, de ses impasses, de ses lenteurs, l'absence de décision, observe Jean Faniel (Crisp). Et l'ambigüité de scandale qui vient se greffer sur ce premier constat et que l'on retrouve aux deux époques. Mais on n'est plus du tout dans une concurrence et un affrontement entre les extrêmes qui prennent en même temps la démocratie en tenaille. »

Autres différences notables, selon le directeur du Crisp : l'usure actuelle de la social-démocratie, l'affaiblissement de la pilierisation de la société et la perte d'influence de l'Eglise, dans une société moins rurale composée de gens plus instruits et mieux informés. Et vieillissante, ajoute Gérard Deprez (MCC). « A l'époque, la configuration européenne n'existait pas et les Etats se regardaient en chiens de faïence, rappelle-t-il. Et on ne retrouve pas non plus la manière dont l'Allemagne s'est sentie humiliée en 1918, avec ce besoin de réhabilitation qu'ont su exploiter les nazis. » « Entre les années 30 et notre époque, il y a des événements semblables. Mais ce qui

fait achopper ce raisonnement, c'est l'existence de l'Union européenne, insiste Richard Miller (MR), en soulignant la nécessité de réussir le projet européen. Car si on ne va pas vers une répétition de l'Histoire, c'est parce que l'Union existe. Mais il faut qu'elle réussisse à maintenir et à renforcer l'adhésion des citoyens. »

L'Europe protège et inquiète

Et c'est loin d'être gagné ! « L'Europe incarne aujourd'hui le rôle dévolu au Traité de Versailles dans les années 30, tempère Jean Faniel. Aujourd'hui, c'est le Brexit plutôt que la remilitarisation de la Ruhr. Le discours de l'opposition entre les élites étrangères et les peuples se retrouve dans les deux cas. »

« Un événement qui bouleverse nos sociétés actuelles, c'est la mondialisation, pointe Gérard Deprez. Les gens ne retiennent de celle-ci que l'incapacité des politiques à répondre à ses conséquences. La classe politique est victime de son impuissance face à la mondialisation qu'elle a par ailleurs autorisée. » La peur du déclassement grandit au sein de la population, tandis que les écarts de richesses progressent. « Et l'Union européenne est associée aux menaces que fait peser la mondialisation sur ces gens, poursuit-il. L'Europe ne semble pas protéger contre certains périls. Au contraire, elle les amplifie, voire les introduit. »

En cette époque trouble, Philippe Busquin (PS), ex-Commissaire européen chargé de la Recherche, convoque les grands auteurs et cite L'ordre du jour, d'Éric Vuillard, Prix Goncourt l'an dernier, « qui illustre les débuts du nazisme et montre l'alliance objective entre le patronat allemand

et les protagonistes d'une politique autoritaire ». Ou John Rawls et sa Théorie de la Justice, qui attribue aux politiques le rôle de contrecarrer les inégalités, la recherche du profit ultra, afin de trouver l'équilibre social... « Les plus forts, ceux qui règnent sur le capitalisme global, ne veulent pas du politique qui régule l'économie », tranche l'ancien président du PS.

Un besoin de sens, d'utopies

« Nous connaissons actuellement des chocs majeurs qui impactent l'être humain, commente Georges Dallemagne (CDH). Démographique : entre 1950 et 2050, la population sera multipliée par quatre, passant de 2,5 à 10 milliards d'individus. Identitaire car cette population est beaucoup plus mobile qu'autrefois. Cette mobilité crée de l'insécurité et de la peur. Enfin, il y a un choc de la connaissance. Il y a une fulgurante extension du champ de la connaissance et un grave problème de rapport à la raison, avec le retour des idées complotistes et du mensonge en politique. Et je suis frappé de voir comme les sociétés se fracturent à nouveau en deux camps. »

L'époque actuelle est celle d'un basculement, sous l'effet notamment de la révolution numérique. « Ce qui me frappe également, c'est la cécité des politiques traditionnels à ne pas voir que le monde de demain ne sera pas celui qu'ils ont bâti », poursuit-il. « Pour l'instant, une partie de l'opinion est désorientée et ne croit plus dans les modèles anciens, complète Gérard Deprez. Il y a une espèce de fatalité. On est dans cette phase où l'on ne voit pas encore les éléments des équilibres futurs. On aperçoit juste les

risques. On est dans une phase de décomposition politique et dans une gestion managériale et non politique de la situation. »

Une période qu'il faut traverser en maintenant, voire en confortant les quatre pouvoirs de la démocratie, plaide Richard Miller : gouvernement, parlement, justice et presse. « La social-démocratie est la première concernée, relève Philippe Busquin. Elle doit pouvoir s'exprimer à nouveau pleinement, car elle est centrale pour la démocratie. Or, pour cela, il y a un problème de définition du juste espace politique pour agir, l'espace pertinent, qui n'est plus l'État-nation désormais, mais qui n'est pas l'Europe sous nos yeux, marquée notamment par la compétition entre les pays, par les dumpings social et fiscal ». Et le socialiste de plaider pour « une autre Europe » afin d'éviter « une séquence comparable aux années 30. »

« Le plus grand problème de notre société, c'est le manque d'espoir et de perspectives. Et cela pose la question du sens, observe Georges-Louis Bouchez. Car on ne répondra pas à la situation actuelle en lançant des taux de croissance et des études du Bureau du Plan. Il y a besoin d'un certain réenchantement. On constate un retour des utopies mais elles sont pour l'instant emprisonnées dans des projets radicaux. On doit être capable de remettre le râteau au centre. »

« Il y a des motifs d'optimisme, conclut Georges Dallemagne. Il reste des forces capables de lucidité, de responsabilité et de transformation, avec un ancrage de ce qui fonde le projet européen. » ■

PASCAL LORENT (avec David Coppi)

Éric De Keuleneer

« Il faudra faire très attention à un retour du protectionnisme ! »

ENTRETIEN
Impossible de comprendre le climat délétère des années 30 et l'émergence des régimes autoritaires sans évoquer la situation économique. Venue des États-Unis, la crise traversa l'Atlantique dès 1930, provoquant un marasme économique et un dé-

sastre social qui laisseront les démocraties européennes largement impuissantes et, le temps passant, disqualifiées aux yeux de l'opinion.

Le parallèle entre cette sombre époque et la nôtre est-il pertinent ? Éléments de réponses en compagnie de l'économiste Éric

De Keuleneer, professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles.

Sur le plan économique, peut-on comparer la situation actuelle à celle des années 30 ?

On a effectivement des caractéristiques des années 20 et des

années 30. Avec une fragilité financière assez importante qui s'accompagne d'une exubérance de beaucoup de marchés - il y a de l'argent facile -, un pouvoir très important d'entreprises de grande taille, un accroissement des concentrations de richesses et un rôle très important joué

par les banques centrales.

C'est-à-dire ?

Dans les années 20 et les années 30, ce rôle important joué par

les banques centrales était considéré comme très positif, puisque c'étaient les derniers « gardiens du temple », les garants de la valeur de la monnaie. On s'est rendu compte depuis que le quasi-fétichisme de l'étalon-or et la croyance exagérée de certains banquiers centraux dans leurs références traditionnelles avaient probablement été un des facteurs importants d'aggravation de la crise. Évidemment, aujourd'hui, les banques centrales ne sont pas, et c'est le moins qu'on puisse dire, figées dans des mécanismes de restriction du crédit pour adhérer à un étalon-or, mais elles ont quand même presque toutes emprunté des voies dont on espère qu'elles apportent une solution mais dont on peut craindre aussi qu'elles représentent une partie des problèmes... Ainsi, l'ouverture des robinets de liquidités, les taux zéro ou les taux négatifs vont incontestablement aider le système bancaire à sortir de sa crise, mais en pénalisant les épargnants, et particulièrement ceux qui investissent en instruments autres que des obligations d'État ou des livrets d'épargne. Les banques centrales jouent donc un rôle très

important, comme dans les années 20 et les années 30, mais on peut se demander si, en évitant des décisions de réforme de structure du système financier –

qu'on aurait pu espérer après 2008 – et en transférant une bonne partie du coût de la crise sur l'épargnant, elles ne participent pas aussi de ce mécontentement d'une certaine classe moyenne qui s'exprime dans les urnes !

Autre parallèle : le protectionnisme, remis au goût du jour par Donald Trump...

Non seulement les mesures protectionnistes de Donald Trump, mais la réaction européenne à ces mesures... À l'époque, ce sont des tarifs imposés aux États-Unis qui ont déclenché, à travers des mesures de rétorsion, un protectionnisme généralisé qui a été désastreux et s'est révélé un facteur très important de la Dépression. Si ces tarifs sont bel et bien mis en place aux États-Unis, il faudra faire très attention aux réactions, car celles-ci peuvent être aussi dangereuses que les mécanismes en question. Selon certaines théories économiques, le protectionnisme est en effet néfaste en soi, pénalise les économies qui prennent ces mesures qui sont censées les protéger, alors que l'ouverture des marchés est bénéfique en soi.

Au niveau européen, il existe désormais, des mécanismes de solidarité interétatiques, on l'a vu lors de la crise grecque, alors

qu'avant guerre, on a laissé l'Allemagne agoniser économiquement, jusqu'à ce qu'Hitler soit porté au pouvoir...

Le message des crises des finances publiques de ces dix dernières années est effectivement qu'il existe des mécanismes de solidarité, mais dans lesquels il est demandé aux pays qui en ont besoin de s'aligner sur certaines moyennes européennes... Mais la situation de l'Allemagne des années 20 et 30 – qui traînait une terrible dette morale de la Première Guerre, aggravée par une dette financière considérable, et qui n'avait plus vraiment de classe dirigeante légitime – n'a pas d'équivalent aujourd'hui en Europe.

Au niveau des ménages aussi, depuis les années 30, des filets de sécurité ont été tendus : sécurité sociale, allocations de

« La situation de l'Allemagne des années 20 et 30 n'a pas d'équivalent

aujourd'hui en Europe »

remplacement de revenus, garantie d'État en cas de faillite de banques, etc.

Il y a ces mécanismes amortisseurs, mais pour autant que la confiance dans les États demeure, qu'ils aient la capacité de financer leurs politiques – concrètement, que les États aient la capacité de financer leurs déficits, qui sont très importants. D'ores et déjà, tout le monde n'est pas d'accord sur le fait qu'il faille réduire ces déficits. Mais si la conjoncture économique se dégradait, on sait que presque automatiquement, entre autres à cause de ces mécanismes amortisseurs, les déficits augmentent, il faut les financer, et pour les financer, il faut des épargnants qui sont prêts à investir dans des obligations, ou des banques centrales qui créent de la monnaie. Mais des déficits financés trop longtemps par les banques centrales – comme c'est un peu le cas ces dernières années –, tôt ou tard, ça mine la confiance dans les obligations, puis dans les banques centrales... Donc, si on part vers une grosse crise, on y part dans une situation macroéconomique qui n'est pas très solide. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

Alain Colignon

« Il y a bien des résonances »

ENTRETIEN

Alain Colignon est historien, chercheur au Cegesoma (Archives générales du royaume - AGR).

Comparer les années 30 à la période actuelle, le fascisme et le nazisme aux partis populistes d'aujourd'hui, est-ce pertinent ?

L'historien de métier se méfie des explications « mécanicistes » selon lesquelles les mêmes causes produiraient les mêmes effets. C'est la base, même s'il faut bien constater que les phénomènes observés aujourd'hui sont à leur tour les contrecoups de crises économiques, socioéconomiques et existentielles. Pour les années 30 : la crise de 1929. Pour la période actuelle : la crise de 2007-2008. S'il faut rester prudent et circonspect, il ne faut donc pas rejeter totalement les comparaisons.

Le contexte global est pourtant différent selon les époques.

Oui. Il existe des différences substantielles par rapport aux années 30. Exception faite des Balkans, du Caucase et de l'Ukraine, les tensions nationalistes qui autrefois conduisaient les pays à la guerre sont absentes aujourd'hui au sein de l'Union européenne. Le souvenir d'un conflit majeur s'est amoindri, rompant ainsi avec tout le pan « esthétique » qui a fait le succès

du fascisme. A savoir la nostalgie d'une société solidaire sur le plan national et militarisée au nom des buts poursuivis par les pouvoirs en place. Quant au culte du chef, il s'est fortement atténué dans les mouvements populistes actuels.

Ces derniers se distinguent de surcroît des partis fascistes de l'entre-deux-guerres en ce qui concerne l'intention. Les populistes d'aujourd'hui ne prétendent pas sauver la société ou le peuple en mettant en place une structure politique globalisante qui prendrait l'homme en charge de la naissance à la tombe. En revanche, comme les fascistes des années 30, ils pointent l'incapacité des structures de pouvoir à résoudre les crises économiques et migratoires. Ils propagent le sentiment selon lequel les élites sont coupées des réalités des gens. A ce niveau-là, il existe des résonances avec les années 30.

Le fossé entre les élites et le peuple était présent dans les années 30 comme aujourd'hui. Ne parle-t-on de déficit démocratique que lorsque l'on évoque la difficulté de l'Europe institutionnelle à dialoguer avec l'homme de la rue ?

Il y a de fait une brèche et les mouvements populistes actuels se sont engouffrés dedans. Ils ont tiré parti du ralliement de la so-

cial-démocratie à l'économie de marché. Les partis sociaux-démocrates ont abandonné les « petites gens », les revenus modestes, la classe ouvrière qui s'était réalisée à leur contact, au profit de sous-catégories marginalisées sur le plan sociétal.

« Le nationalisme, c'est la guerre », a dit François Mitterrand. Mais jusqu'à preuve du contraire, aucun populisme actuel n'a conduit à la guerre en Europe.

Non. Car des ensembles supranationaux comme l'UE, l'Otan, l'ONU constituent autant de filtres amortisseurs qui contribuent à désamorcer d'éventuelles tensions totalitaires. On voit toutefois que certains pays sont fréquemment en porte-à-faux avec la ligne suivie par les autres membres de l'UE. Mais rien ne dit que les Etats resteront éternellement sages. Tout dépend de qui prend le pouvoir. En histoire, l'inéluçabilité n'existe pas. Il aurait peut-être suffi d'apporter sous la République de Weimar quelques correctifs au régime réservé par les vainqueurs de la Grande Guerre à l'Allemagne vaincue pour éviter la montée du nazisme. Lorsqu'Hitler est arrivé, il était trop tard. On n'a plus fait alors que nourrir le « crocodile ». ■

Propos recueillis par
PASCAL MARTIN